



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Expulsions et saisies

Question écrite n° 3596

Texte de la question

M. Jean-Claude Bois attire l'attention de M. le ministre du logement sur la dramatique situation des personnes menacées d'expulsion sans relogement. De telles pratiques n'apportent aucune solution aux difficultés de ceux qui les subissent et une évolution du droit doit être de fait et serait à l'honneur de notre société. Il souhaite donc connaître les mesures qu'il envisage pour répondre à ces situations douloureuses.

Texte de la réponse

Diverses mesures ont été prises ces dernières années pour prévenir les expulsions ou, lorsque celles-ci sont inévitables, pour faciliter le relogement. Il s'agit notamment de la généralisation des aides personnelles au logement ; l'allongement de la période hivernale pendant laquelle les expulsions sont suspendues : elle s'étend désormais du 1er novembre au 15 mars ; la priorité d'accès au logement HLM, notamment dans le cadre du contingent préfectoral ; l'intervention des fonds de solidarité pour le logement, créés dans le cadre des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées. Ces fonds accordent des aides financières contribuant à l'apurement des impayées de loyers ; l'information du préfet lors de tout commandement d'avoir à quitter les lieux en vue de la prise en compte de la demande de relogement dans le cadre du plan départemental. Une circulaire interministérielle est en cours de préparation pour donner aux préfets toutes informations utiles sur la prévention et la gestion des expulsions. Il ne saurait toutefois être envisagé ni d'interdire d'une manière générale les expulsions, ni de garantir dans tous les cas que l'expulsion ouvre droit à un relogement. Ce serait en effet inciter à la multiplication des non-paiements de loyer par des occupants de mauvaise foi. Une telle mesure pénaliserait en premier lieu les bailleurs et aurait pour conséquence immédiate la diminution d'un parc locatif privé déjà insuffisant en quantité.

Données clés

Auteur : [M. Bois Jean-Claude](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3596

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : logement

Ministère attributaire : logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 juillet 1993, page 1978

Réponse publiée le : 18 octobre 1993, page 3574